



Semaine du 10 au 16 décembre 2007 n° **193**

## Sommaire

- **Groupe Le Monde** : inquiétudes des salariés pour l'emploi
- **Hôpitaux** : « les slogans ne font pas une politique de santé »
- **Marseille** : le directeur des hôpitaux critique la politique budgétaire hospitalière
- **Santé au travail** : mise à l'écart d'un médecin du travail chez IBM à La Gaude
- **Temps de travail** : quand c'est pour eux-mêmes, les Français sont majoritairement contre
- **Loi « pouvoir d'achat »** : la Cnam saisie dans « des conditions inacceptables »
- **Retraites** : conférence tripartite le 20 décembre
- **Diversité à l'entreprise** : trois syndicats demandent l'application de l'accord signé en février
- **Gaz de France** : les administrateurs CGT réclament la baisse des prix
- **Recherche** : l'Ugict-CGT appelle à signer la pétition de Sauvons la Recherche
- **Université** : l'Unef formule cinquante revendications
- **Téléthon** : l'Ugict-CGT interroge sur le rôle des banques
- **Confédération européenne des syndicats** : le refrain lassant des patrons britanniques

## Édito

## Bienvenue dans les songes de Parisot

C'est Laurence Parisot elle-même qui l'affirme, la réponse donnée par le président Sarkozy sur les 35 heures était « finalement celle que proposait » son organisation et on allait « dans la bonne direction pour augmenter les richesses de chacun ». On croit rêver ! Alors que la mesure de monétisation des heures de RTT aura pour principal effet de porter un coup supplémentaire à cet avantage social dont ne bénéficient cependant que la moitié des salariés, voilà la présidente du Medef qui parle d'enrichissement pour les salariés ! Mais les salariés n'en demandent pas tant. Ils voudraient en revanche que leur pouvoir d'achat soit augmenté tandis que le revenu salarial moyen stagne depuis 30 ans ainsi que le reconnaît l'Insee. « Si le gouvernement confirme les déclarations du président de la République, cela revient très largement à instituer une durée du travail établie par contrat et non pas déterminée par la loi », a-t-elle souligné. Voilà donc le modèle social révolutionnaire que le patronat français souhaite nous imposer. Plus de normes sociales, juste du gré à gré.... Des contrats négociés tant qu'à faire sans syndicats. Les yeux dans les yeux entre « égaux ». Avec ça, la possibilité de divorcer à l'amiable si vraiment on s'entend plus ? Bienvenue dans un monde libre. Mais c'est la liberté du renard dans le poulailler dont il est question. Interrogée sur la façon de négocier au sein des entreprises lorsqu'il n'y a ni représentant du personnel, ni délégué syndical, Mme Parisot a proposé de « réfléchir à un mécanisme simple ». « Nous sommes en train de travailler là-dessus. Peut-être que la voie la plus efficace serait celle du référendum pour voir si une majorité de salariés acceptent ou non un nouvel équilibre proposé sur la durée du travail et les rémunérations », a ajouté Mme Parisot. Voilà le rêve, plus de syndicats, plus de négociations. Juste des référendums, le pistolet sur la tempe. La présidente du Medef n'a aucune raison de s'interdire de rêver tout haut car ses songes sont presque instantanément réalisés. C'est ainsi que mercredi dernier elle demande



« solennellement au gouvernement d'envisager la suppression de l'IFA » (Impôt Forfaitaire Annuel) et le président en fait l'annonce dès le surlendemain devant les patrons des PME réunis en congrès. Mais à quelques jours de Noël, nous aurions tort de croire qu'il suffit de demander pour obtenir. C'est clairement par l'action que les salariés peuvent espérer arracher des avancées, contraindre au maintien de ce qu'ils ont obtenu. À cet effet, la CGT invite les salariés à se mobiliser lors d'une semaine d'initiatives, de protestation, d'actions sur l'exigence d'ouvrir des négociations du 17 au 21 décembre 2007. Cette semaine sera en effet chargée en rendez-vous sociaux sur lesquels il faudra peser si l'on veut déboucher sur des avancées revendicatives :

- lundi 17 décembre pour les négociations salariales dans la fonction publique ;
  - mardi 18 décembre pour un rendez-vous important sur les régimes spéciaux ;
  - mercredi 19 décembre pour la conférence sociale sur l'agenda social de 2008 dont, pour l'instant, sont exclues les questions de la santé et des retraites, mais y sont inclus la durée légale du travail ;
  - jeudi 20 décembre pour la conférence tripartite sur les pensions ;
  - vendredi 21 décembre pour la suite des négociations sur la « modernisation du marché du travail ».
- Un calendrier social chargé s'annonce donc et si trêve des confiseurs il y a, qu'on se le dise, elle sera courte....

## Groupe Le Monde

### Inquiétudes des salariés pour l'emploi

À l'appel de l'intersyndicale des magazines du Monde (dont Télérama, La Vie, Fleurus Presse...), plusieurs centaines de salariés du groupe Le Monde se sont rassemblés jeudi 6 décembre, à l'occasion d'un comité de groupe, dans le hall du siège du groupe. Ils ont manifesté leur inquiétude face aux mesures d'économies envisagées par la direction. Ils craignent les conséquences des mesures d'économies qui doivent être annoncées le 19 décembre par la direction. Ils redoutent que certains titres en situation difficile, comme Les Cahiers du Cinéma, Le Monde Diplomatique ou Fleurus Presse (qui édite des titres jeunesse) soient menacés et craignent des suppressions d'emplois.



## Hôpitaux

### « Les slogans ne font pas une politique de santé »

Le syndicat de médecins des hôpitaux, l'INPH, a dénoncé vendredi 7 décembre le « discours à la va-vite » du président Nicolas Sarkozy sur l'hôpital, appelant les praticiens à « ne pas se démobiliser » face à des « slogans (qui) ne font pas une politique de santé ». « On craint que la malice ne vienne se substituer au raisonnement : effets d'annonce, slogans du genre travailler plus pour gagner plus ». Or, « les slogans et les effets d'annonce ne font pas une politique de santé », a-t-elle ajouté.



L'INPH « lance un appel aux praticiens pour leur dire de ne pas se démobiliser, de ne pas désespérer parce que l'hôpital public le mérite ». Pour la négociation sur l'éventuel paiement des plus d'un million de journées de congés accumulées par les médecins hospitaliers, « il n'y a pas d'argent, pas de calendrier », a déploré la présidente de l'INPH, Rachel Bocher, au cours d'une conférence de presse.

## Marseille

### Le directeur des hôpitaux critique la politique budgétaire hospitalière

Ce n'est pas la première fois que des cadres supérieurs hospitaliers émettent des doutes ou des critiques sur la tarification à l'activité la désormais fameuse T2A. Cependant cette fois, la critique vient du directeur de l'un des plus gros établissements hospitaliers du pays, l'assistance publique des hôpitaux de Marseille à l'occasion de l'inauguration d'un pôle universitaire de psychiatrie ouvert depuis février à l'hôpital Sainte-Marguerite. « Il faut absolument réajuster les tarifs hospitaliers. Il en va de la survie de notre système de santé », déclare M. Vallet, qui dresse un tableau alarmant de la situation financière des hôpitaux marseillais « Si je veux gagner de l'argent, c'est très simple : demain, je supprime les services d'urgences, la prise en charge des grossesses à risque, je ferme la néonatalogie (bébés prématurés) ou encore la médecine légale qui nous coûte 457 000 euros par an », note-t-il. La situation financière « est un vrai souci, à Marseille comme dans tous les CHU en France », explique-t-il, « cette crise est imputable à la réforme de la tarification ». Au passage, on notera que la CGT et sa fédération CGT de la Santé et de l'Action sociale ont toujours dénoncé cette réforme de la tarification, véritable usine à gaz technocratique qui, d'une part, ne répond pas aux besoins de financement des activités du service public et qui, d'autre part, est utilisée comme un outil de restructuration des établissements contraints de sabrer dans leurs activités et dans leurs effectifs pour boucler les fins de mois.



## Santé au travail

### Mise à l'écart d'un médecin du travail chez IBM à La Gaude

La CGT d'IBM à La Gaude (Alpes-Maritimes) a dénoncé mercredi le changement d'affectation imposé au médecin du travail de l'entreprise à l'origine d'une récente alerte sur les risques de souffrance mentale encourus par les salariés du site. « A travers les raisons fantaisistes invoquées par sa hiérarchie médicale, il est reproché en filigrane au Docteur Garoyan (...) la franchise de ses diagnostics et surtout de la source qu'il donne au stress subi par le personnel », écrit le syndicat. Le 18 septem-



bre, la direction d'IBM La Gaude, qui emploie environ 600 salariés, s'était vue adresser par la direction départementale du travail des Alpes-Maritimes une mise en demeure de procéder à une évaluation des risques psychologiques sur le site. La procédure reposait essentiellement sur le constat de situations mentales préoccupantes dressé par le médecin du travail de l'entreprise Georges Garoyan, dans son rapport technique annuel, présenté en mars.

## Temps de travail

### Les médecins européens contre un projet de directive

Deux organisations représentant quelque 2 millions de médecins européens ont estimé qu'un texte examiné mercredi 5 décembre par les ministres de l'Union européenne risquait d'amener les praticiens à travailler « trop » longtemps, mettant en « danger » la « sécurité » des malades. Le texte prévoit la possibilité de renoncer individuellement (« opt-out ») au plafond de 48 heures hebdomadaires de travail en vigueur dans l'UE, ou de ne pas obliger le médecin à se reposer après avoir travaillé 24 heures d'affilée.



## Travail du dimanche

### Quand c'est pour eux-mêmes, les Français sont majoritairement contre

Le dernier sondage du Journal du Dimanche, paru dimanche dernier montre que les Français restent majoritairement opposés au travail du dimanche pour eux mêmes. A la question, « vous personnellement, seriez-vous prêt à travailler le dimanche ? », 53 % des personnes interrogées ont répondu non contre



26 % qui sont pour. 21 % des sondés travaillant déjà tous ou certains dimanches dans l'année. Concernant le choix du travail le dimanche afin de gagner plus d'argent, 59 % des personnes sont prêtes à y renoncer contre 41 % qui se disent favorables à se priver partiellement d'un week-end.

## Loi « pouvoir d'achat »

### La Cnam saisie dans « des conditions inacceptables »

Le Conseil de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (Cnam) a dénoncé jeudi soir « les conditions inacceptables » dans lesquelles il a été saisi pour avis du projet de loi « pour le pouvoir d'achat » qu'il juge « préjudiciables » à « un dialogue social constructif ». Le Conseil « regrette une fois encore cet état de fait préjudiciable au bon fonctionnement d'un dialogue social constructif ». Le projet de loi prévoit que les jours de RTT rachetés seront exonérés de cotisations sociales salariales et patronales dans la limite de dix jours par salarié. Le Conseil s'inquiète de l'éventualité de l'absence de compensation pour la Sécurité sociale de ces allègements de charges. Il réaffirme « son attachement tout particulier » à la loi du 25 juillet 1994 qui prévoit une « compensation intégrale à la Sécurité sociale, par l'État, de toutes nouvelles mesures d'exonérations de cotisations sociales ».



## Retraites

### Conférence tripartite le 20 décembre

La conférence syndicats-patronat-gouvernement sur la revalorisation des pensions de retraites, qui devait se tenir avant la fin de l'année, se réunira pour la première fois le 20 décembre, a annoncé jeudi le président du Conseil d'Orientation des Retraites (COR). Selon M. Hadas-Lebel qui s'exprimait devant les journalistes adhérents de l'Association des journalistes de l'information sociale (Ajis), cette conférence se déroulera



« dans un certain contexte où l'on parle beaucoup de pouvoir

d'achat. [...] Il y aura, je pense, un débat sur l'état du niveau de vie des retraités par rapport à celui des actifs et [...] certainement une pression pour faire quelque chose dans le domaine du fameux coup de pouce, c'est-à-dire une hausse supérieure à ce que prévoient les textes en vigueur, a-t-il affirmé. [...] Compte tenu du coût, la question se pose de savoir s'il ne faut pas regarder des mesures plus ciblées bas salaires plutôt que d'envisager des hausses généralisées des pensions », a-t-il estimé.

## Diversité à l'entreprise

### Trois syndicats demandent l'application de l'accord signé en février

La CGT, la CFDT, la CFTC ont interpellé jeudi le ministère du Travail pour qu'il publie comme prévu les décrets d'extension permettant à l'accord sur la diversité en entreprise, signé en février, de s'appliquer dans toutes les entreprises. « Elles regrettent la non-extension de cet accord à l'ensemble des entreprises malgré de nombreuses sollicitations. Elles ont décidé d'adresser un courrier au ministre du Travail et de l'Emploi pour qu'il procède à cette extension. Elles appellent le patronat à faire de même et demandent la mise en place des conditions d'un véritable suivi de cet accord. Sans attendre l'arrêt d'extension, elles demandent aux entreprises qui ne l'ont pas encore fait de réunir sans délai le Comité élargi pour la diversité. Cette instance doit devenir un véritable lieu d'échange et de construction d'une action offensive contre les discriminations dans l'entreprise. »



## Gaz de France

### Les administrateurs CGT réclament la baisse des prix

La CGT a réitéré mercredi 5 décembre sa demande d'une baisse de 10 % des tarifs du gaz, alors que selon des informations de *La Tribune*, Gaz de France souhaiterait une hausse de 5 à 6 % des tarifs réglementés du gaz en janvier pour les particuliers, et de plus de 10 % pour les entreprises. Selon la CGT « la volonté d'augmenter les prix du gaz au 1<sup>er</sup> janvier 2008 serait



liée au soutien du cours de Bourse », pour réduire l'écart des cours entre Suez et Gaz de France. La CGT affirme qu'« aucune autre donnée économique ne peut justifier l'augmentation des prix publics du gaz », en rappelant notamment que « les résultats de Gaz de France sont en forte croissance », et « sont passés de 1,15 milliard en 2004 à 1,75 milliard en 2005 et à 2,2 milliards en 2006 ».

## Recherche

### L'Ugict-CGT appelle à signer la pétition de Sauvons la Recherche

L'association, Sauvons la Recherche a déjà rassemblées plus de 17 300 signatures sur son « Appel pour une autre réforme du service public d'enseignement supérieur et de recherche ». L'Ugict-CGT invite tous les ingénieurs, cadres et techniciens à se joindre à cette pétition en ligne disponible sur le site de SLR : [www.sauvonslarecherche.fr](http://www.sauvonslarecherche.fr)



## Université

### L'Unef formule 50 revendications

Le syndicat étudiant Unef a formulé samedi 50 revendications « pour la réussite de tous » à l'Université. En plus du gel des frais d'inscription, elle demande la mise en place d'une « allocation autonomie » en fonction de la situation personnelle de chaque étudiant, l'accès à une complémentaire santé pour tous, la multiplication des logements étudiants avec l'objectif de 30 % d'étudiants logés en cité universitaire et l'exonération de la taxe d'habitation. Pour encadrer la pratique des stages, l'Unef souhaite dans le même esprit la mise en place d'un « statut » des stagiaires, qui seraient rémunérés à 50 % du salaire minimum légal. « Les 15 milliards obtenus suite à la mobilisation des étudiants doivent être affectés prioritairement aux universités », soit « 10 500 euros minimum par an et par étudiant », demande-t-elle. Concernant la refonte des diplômes, de nouveau à l'ordre du jour, l'Unef suggère « une nomenclature nationale », un « cadastre national des modalités de contrôle des connaissances »



et un « cahier des charges » des licences avec minimum 25 heures de cours par semaine, 3 heures de langues vivantes, priorité aux travaux en petits groupes, etc. « Pour en finir avec les filières élitistes », l'Unef réclame l'intégration dans l'Université des classes préparatoires, des grandes écoles et « l'ensemble des formations post bacs ». Un « doublement » du nombre de places en master est également demandé. Elle milite

pour un contrôle continu comptant pour 50 % minimum dans la notation de l'étudiant. Le syndicat souhaite aussi une première année sans cours en amphithéâtre, avec 25 % de cours de méthodologie et autant de préparation à l'insertion professionnelle. Pour les étudiants qui travaillent, elle demande un statut adapté prévoyant notamment des dispenses d'assiduité. Par ailleurs, comme annoncé, Bruno Julliard a cédé samedi sa place à la tête de l'Unef à Jean-Baptiste Prévost, un étudiant en histoire de 23 ans.

## Téléthon

### L'Ugict interroge sur le rôle des banques

Comme chaque année, le Téléthon aura occupé les écrans de télévision et mobilisé la générosité des Français. Des acteurs de la finance participent à cette initiative annuelle d'une manière qui interroge. En effet, Euronext, première plate-forme financière mondiale (avec une capitalisation de 28 500 milliards de dollars), en association avec la BNP-Paribas lance des obligations convertibles en dons (OCD) et transforme le Téléthon en une vaste opération boursière. La déontologie la plus intuitive exige que les professionnels de la finance ne transforment pas une initiative aussi populaire en une opération de « charity-business ». La simple décence demande qu'ils se situent au même niveau d'éthique et de solidarité que la population. La CGT tient à mettre en garde contre les dérives et l'hypocrisie des grandes banques et assurances qui utilisent l'éthique comme un produit d'appel marketing alors que dans la coulisse, elles se partagent déjà le marché de la santé. Ainsi, la BNP-Paribas et Axa sont impliquées dans le scandale de la société Metagenex (voir notre précédente Lettre de l'Ugict : [www.ugict.cgt.fr](http://www.ugict.cgt.fr)) dont elles sont devenues actionnaires pour commercialiser un test de dépistage du cancer inventé par l'INSERM, mais non encore homologué. Un procès est en cours où les affairistes, ayant investi 2,7 millions d'euros dans Metagenex, exigent en retour, 38 millions pour compenser le manque à gagner d'un « business plan » non réalisé ! AXA vient également d'acquérir Photonis, une société de matériel d'optique médicale (et militaire) près de Brive, et s'empresse de licencier 121 salariés sur 643. A un moment où c'est l'ensemble du système de protection sociale des Français qui est en question, retraite, sécurité sociale... de telles pratiques doivent être dénoncées. Non, la santé n'est pas le marché du pétrole ou du CAC 40. Nous refusons qu'elle soit un marché livré aux spéculateurs et aux pleins-pouvoirs des actionnaires. L'Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens CGT demande que le Conseil Consultatif National d'Éthique soit doté de réels pouvoirs d'intervention afin que ses avis soient appliqués. L'éthique ne doit pas être dévoyée en produit de communication mais doit présider les choix stratégiques et les décisions financières des entreprises en matière de santé.



## Confédération Européenne des Syndicats

### Le refrain lassant des patrons britanniques

La Confédération Européenne des Syndicats (à laquelle la CGT est adhérente) s'est déclarée vendredi 7 décembre « lassée par le refrain des entreprises britanniques » qui entravent selon elle les avancées sociales de l'Union européenne. Les ministres européens en charge des Affaires sociales ont en effet échoué mercredi à Bruxelles à se mettre d'accord sur un projet de loi des-



tiné à mieux protéger les travailleurs intérimaires et sur une révision d'un texte existant, visant à mieux encadrer la semaine de travail de plus de 48 heures. Ils ont renoncé à soumettre ces textes au vote, pour éviter tout risque de mettre en minorité et d'isoler le Royaume-Uni avant la signature la semaine prochaine par les chefs d'États du nouveau traité européen.